

SHELTER PROJECTS

essentials *en français*

Enseignements tirés de la programmation dans les crises humanitaires



Shelter Projects Essentials

Publié en Mars 2021 par l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), au nom du Global Shelter Cluster.

Disponible en ligne à l'adresse suivante www.shelterprojects.org

Les droits d'auteur de cette publication appartient à la FICR, l'OIM, l'UNHCR, et UN-Habitat. La reproduction à des fins non-lucratives est permise.

Les droits d'auteur des photos et images appartiennent aux personnes et entités dont le nom est mentionné sur les photos ainsi que dans les légendes. Le Global Shelter Cluster et ses membres peuvent en faire usage à condition que les auteurs soit référencés de manière appropriée.

Référence suggérée: Global Shelter Cluster (2021), *Shelter Projects Essentials*, www.shelterprojects.org

Imprimé en Mars 2021.

MENTION LÉGALES

Bien que tous les efforts aient été entrepris pour s'assurer de l'exactitude des informations contenues dans cette publication, aucune responsabilité ne peut être invoquée concernant les erreurs et omissions qui y seraient contenues.

Les désignations employées et la présentation des documents tout au long de l'ouvrage n'impliquent pas l'expression de la part du Global Shelter Cluster d'une quelconque opinion quant au statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone, ou de ses autorités, ou concernant ses frontières ou ses limites, son système économique ou son degré de développement.

Ce document a été publié sans révision formelle de l'OIM.

Droits d'auteur page de couverture:

- © Abdullah Al Mashrif / OIM. Bangladesh 2018, Site d'extension de Kutupalong-Balukhali dans le district de Cox's Bazar.
- © Muse Mohammed / OIM. Site de Protection des Civils de Bentiu, Soudan du Sud , 2016. Lauréat de la compétition photo du Shelter Projects en 2016.
- © Olav A. Saltbones / FICR. Abris d'urgence and reconstruction à Tacloban aux Philippines, 2014.
- © Charisse Mae Borja / CRS. 20 personnes déplacent un abri transitionnel aux Philippines.
- © Mildred Beliard / CARE. Assistance abris dans un quartier d'Haïti affecté par le tremblement de terre en 2010.
- © Manoocher Deghati. Cabane de pêcheur dans la zone de Bacoor Cavite au sud de Manille, capitale des Philippines, 3 mars 2008.
- © Wan S. Sophonpanich. Site près de Nuwakot, Népal 2015. Les bâches sont une composante modeste mais essentielle de l'assistance abris d'urgence.

Droit d'auteur photo couverture arrière:

- © Eva Samalea / OIM. Soudan du Sud, 2018. Une femme âgée renforce un mur en terre après son retour à Kolom, Abyei.

Remerciements

Ce projet a été coordonné et supervisé par le groupe de travail sur les Shelter Projects du Global Shelter Cluster, composé de Alex Miller (USAID-BHA), Amelia Rule (CARE International UK), Andrea Carla Lopez (InterAction), Anna Noonan (Habitat for Humanity), Charles Parrack (Oxford Brookes), Charles Setchell (USAID-BHA), Chiara Jasna Vaccaro (DRC), David Evans (ONU-Habitat), Jake Zarins (indépendant), Jim Kennedy (indépendant), Joseph Ashmore (OIM), Lea Barbezat (IMPACT), Lianne Marshall (Croix-Rouge australienne), LeGrand L. Malany (USAID-BHA), Miguel Urquia (UNHCR), Mohamed Hilmi (InterAction), Renee Wynveen (UNHCR), Sandra D'Urzo (FICR), Step Haiselden (CARE International UK) et Teri Smith (NRC).

Projet piloté par l'OIM : Laura Heykoop et Joseph Ashmore avec l'appui d'Alberto Piccioli, Boshra Khoshnevis, Elisa Gonçalves d'Albuquerque, Ibere Lopes, Mariam Hyder et Mohamed A. Gad. Contributions additionnelles de Tom Miles, Leila Fuerst et Alexandre Corriveau Bourque (NRC).

Mise en page réalisée par l'OIM : Mohamed A. Gad et Elisa Gonçalves d'Albuquerque. Contributions additionnelles de Leila Fuerst.

La publication de Shelter Projects – Essentials a été financée par le Bureau d'assistance humanitaire de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID-BHA) et par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Nous souhaitons remercier tous ceux qui ont contribué aux études de cas des Shelter Projects figurant dans les précédentes éditions de Shelter Projects, et notamment à celles qui sont référencées dans la présente publication. Tous nos remerciements vont également aux milliers de travailleurs humanitaires et autres acteurs qui ont mis en œuvre des projets présentés dans les études de cas de Shelter Projects et qui n'ont pas été cités individuellement. Cette publication a été rédigée en reconnaissance de la quantité inestimable de travail accompli par les populations touchées par des crises, qui sont en effet les premiers intervenants en matière d'abris, malgré les difficultés.

Avant-propos

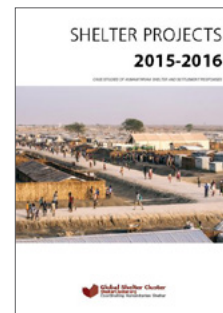
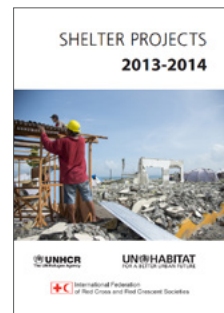
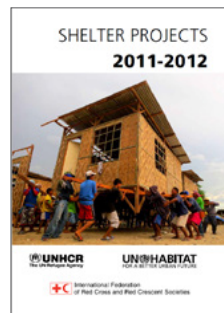
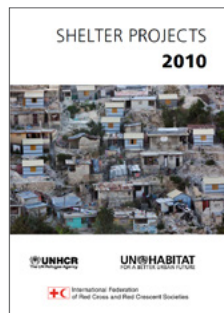
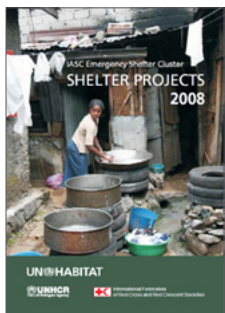
La présente publication renferme des enseignements tirés de centaines de projets ayant permis de fournir une aide en matière d'abris et d'établissements à des populations touchées par une crise. Elle s'appuie sur plus de 250 études de cas rassemblées au cours des 13 dernières années dans les publications régulières de Shelter Projects.

Les publications de Shelter Projects constituent une initiative du Global Shelter Cluster dont le principal objectif est de documenter et de partager des enseignements tirés d'interventions en vue d'améliorer les pratiques actuelles et futures. Les études de cas sont tirées du travail considérable réalisé par des milliers de personnes, à commencer par celles touchées par une crise, mais également par ceux qui travaillent pour les gouvernements et les organisations d'aide. Parmi ces études de cas, on trouve des projets mis en œuvre par plus de 60 organisations humanitaires et gouvernements dans 71 pays. Cette initiative représente le plus grand ensemble d'éléments et d'informations permettant de savoir ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas dans le domaine de l'aide en matière d'abris et d'établissements.

L'analyse de ces 250 études de cas fait ressortir de multiples éléments permettant de tirer des enseignements et d'identifier de bonnes pratiques récurrentes. Dans la présente publication, ces éléments ont été synthétisés en une série de messages essentiels qui mettent en lumière les questions cruciales à traiter dans le cadre de tout programme d'abris et d'établissements. Des extraits tirés d'un large éventail d'études de cas contenues dans les Shelter Projects montrent comment ces messages ont été appliqués dans divers crises et contextes.

En réalisant cette publication, nous avons gardé à l'esprit que les populations touchées sont les premiers intervenants au lendemain d'une crise, et les principaux acteurs de tout relèvement ultérieur. Dans ces projets, les intéressés sont rarement des bénéficiaires passifs de l'aide, mais sont au contraire des participants actifs.

Toutes les études de cas présentées dans les Shelter Projects sont accessibles gratuitement et peuvent être téléchargées à l'adresse www.shelterprojects.org.



En quoi l'aide en matière d'abris et d'établissements est-elle importante ?

L'aide en matière d'abris et d'établissements est au cœur des interventions humanitaires. Elle est d'une importance capitale pour la reconstruction de la vie communautaire et familiale. Lorsque des personnes sont contraintes de fuir leur foyer, l'aide en matière d'abris et d'établissements a pour objectif de leur apporter un soutien à chaque étape : dès le début de la crise, pendant la durée de leur déplacement et pendant qu'elles se relèvent et retrouvent un sentiment d'appartenance à un foyer et à une communauté. L'aide en matière d'abris et d'établissements peut à la fois sauver des vies et rendre la vie possible.

Les objectifs premiers de l'aide en matière d'abris et d'établissements visent à sauvegarder la santé, la sécurité, l'intimité et la dignité des familles et des communautés touchées par une crise. Au-delà du fait de sauver des vies, l'aide en matière d'abris et d'établissements joue un rôle fondamental dans la reconstruction des composantes psychologiques, sociales et physiques de l'existence, ainsi que dans la restauration des moyens de subsistance – c'est-à-dire, de manière synthétique, de l'ensemble des composantes nécessaires pour qu'une population puisse passer d'une situation de survie à une situation où elle est en mesure d'exercer effectivement ses droits et réaliser son potentiel.

L'aide en matière d'abris et d'établissements fournit:¹

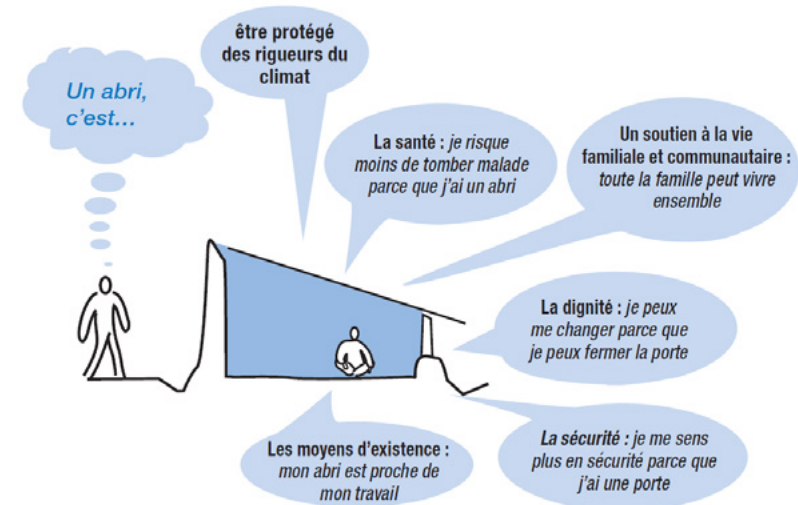
- i. **Un logement** qui protège la santé, la sécurité, l'intimité et la dignité des familles et est conçu pour rassembler les communautés, permettant ainsi d'assurer une protection contre les menaces, notamment celles associées à la violence sexiste, aux vols, au climat et aux maladies.
- ii. **Un lieu stable** et une « adresse » où il est possible d'accéder à d'autres services, notamment à des services liés à la santé, à l'éducation, à la nutrition et à un accès à un approvisionnement en eau et à des installations sanitaires sûres et décentes. Un fort sentiment de sécurité foncière est essentiel à cette stabilité, c'est-à-dire la certitude que les droits d'un occupant à vivre dans un lieu ne seront pas enfreints, restreints ni arbitrairement violés par un autre acteur. Dans certains cas, un logement est un atout précieux qui peut constituer le point de départ d'un investissement plus important. Un logement est un lieu où il est possible de retrouver des moyens de subsistance et amorcer leur relèvement économique.
- iii. **Un sentiment d'identité**, un endroit où rassembler ses affaires et où réunir sa famille et sa communauté, un quartier auquel appartenir, un endroit où il est possible de remémorer un passé et de reconstruire un avenir.²

L'expression « abris et établissements » est employée ici car il est impossible de parler de logements individuels sans tenir compte de l'endroit et du contexte dans lesquels ils se situent (voir le [Message G](#)).

¹ Pour de plus amples informations sur l'importance de l'aide en matière d'abris et d'établissements, voir le rapport d'InterAction: [The Wider Impacts of Humanitarian Shelter and Settlements Assistance \(2019\)](#)

² [Global Shelter Cluster Strategy 2018-2022 p7.](#)

Chiffre de la colonne suivante: [The IFRC Shelter Kit Guidelines 2009.](#)



Ampleur de l'aide en matière d'abris et d'établissements

À la fin de 2019, 177 millions³ de personnes étaient **déplacées de force**⁴ en raison de conflits ou de persécutions ou parce qu'elles avaient été victimes de **catastrophes**.⁵ Il est estimé que **37,8 millions d'entre elles présentaient de nouveaux besoins en matière d'abris**. Cela signifie qu'au cours d'une année, une famille perd son logement toutes les cinq secondes. Pourtant, 2019 ne constituait pas une année exceptionnelle.

Au cours de la même année, **les partenaires du Global Shelter Cluster ont fourni une aide à 14,2 millions de personnes** dans le monde.⁶ 80% de ces personnes ont initialement bénéficié de cette aide sous la forme de distributions d'articles non alimentaires.⁷ L'aide fournie s'élevait à 403,4 millions de dollars É.-U..⁸

Le financement alloué s'élève à tout juste 28 dollars É.-U. par personne pour parvenir à répondre aux besoins en matière d'abris. Toutes les crises ne bénéficient pas du même niveau de financement. En effet, trop de crises humanitaires demeurent largement sous-financées par rapport à d'autres. C'est particulièrement le cas des crises de longue durée et de celles qui ne retiennent guère l'attention au niveau mondial. En 2019, le Global Shelter Cluster n'a été en mesure d'atteindre que 57 % des personnes auxquelles il souhaitait porter assistance. L'insuffisance des ressources comparée à l'ampleur des besoins constitue un obstacle évident pour la plupart, voire la totalité des programmes d'abris.

Bien que les organisations humanitaires fournissent chaque année une aide en matière d'abris et d'établissements à dix millions de personnes, des dizaines de millions d'autres ne bénéficient d'aucune assistance de leur part. En outre, pour la majorité des bénéficiaires, l'aide reçue est incomplète. Beaucoup de personnes ayant besoin d'une assistance bénéficient d'un soutien d'autres acteurs humanitaires clés – tels que les groupes communautaires ou de la société civile, l'appui des pouvoirs publics et les fonds rapatriés par la diaspora. Toutefois, de nombreuses personnes touchées par une crise ne reçoivent tout simplement pas le niveau d'aide dont elles ont besoin pour pouvoir à leurs besoins fondamentaux et faciliter leur relèvement.

Ces données soulignent non seulement la nécessité d'un financement mieux adapté de l'aide en matière d'abris et d'établissements, mais aussi l'importance d'une coordination effective et d'une bonne planification.

³ Ventilation des chiffres : 97,6 millions de personnes ont été touchées par une catastrophe à l'échelle mondiale en 2019 ; 79,5 millions de personnes dans le monde ont été déplacées de force à cause de persécutions, de conflits, de violences, de violations des droits de l'homme ou d'événements ayant gravement porté atteinte à l'ordre public.

⁴ Tendances mondiales : les déplacements forcés en 2019, HCR.

⁵ Rapport sur les catastrophes dans le monde 2020, FICR.

⁶ Remarque : les données du Global Shelter Cluster ne tiennent pas compte des informations relatives à l'aide apportées aux réfugiés.

⁷ Global Shelter Cluster: <https://www.sheltercluster.org/operations>

⁸ Ibid



Les niveaux d'aide à des abris varient selon les pays.

Messages récurrents ressortant des Shelter Projects

Il existe de nombreux chevauchements entre ces messages. En effet, ceux-ci sont tous interconnectés et se renforcent mutuellement.



Le contexte revêt une importance déterminante



L'aide en matière d'abris et d'établissements s'intègre dans un processus plus large, et a des incidences à long terme



Les populations participent activement à la réponse fournie et à leur relèvement



L'aide en matière d'abris et d'établissements doit être inclusive



Il existe un équilibre entre l'ampleur, la couverture, la qualité et l'impact



La sécurité d'occupation sous-tend toute intervention en matière d'abris



Abris et établissements sont indissociables



L'aide en matière d'abris et d'établissements doit s'articuler avec d'autres secteurs et priorités



Les dommages environnementaux locaux sont durables



Les solutions techniques appropriées sur le plan local sont les plus efficaces



Les bons projets réduisent les incidences des chocs futurs



Les projets qui sont efficaces sont coordonnés et planifiés

A. LE CONTEXTE REVÊT UNE IMPORTANCE DÉTERMINANTE

L'aide en matière d'abris et d'établissements doit prendre des formes très diverses. Cette diversité est nécessaire, afin que l'aide apportée soit adaptée et efficace, en fonction des conditions particulières et des facteurs contextuels. Parmi toutes les études de cas présentées dans Shelter Projects, aucun projet ne ressemble à un autre. Il n'existe pas de modèle d'intervention type en matière d'abris et d'établissements qui puisse s'appliquer dans tous les contextes. Même des projets relevant d'une même intervention présentent généralement des différences.

Les 250 études de cas montrent que l'aide en matière d'abris et d'établissements peut prendre de multiples formes et inclure des composantes très diverses. Celles-ci comprennent, de façon non limitative :

- La distribution de dons en espèces, de bons ou de matériaux destinés à la construction, la réparation ou la remise en état d'abris;
- La formation et la sensibilisation aux aléas et aux méthodes de construction plus performantes;
- L'aide à la location;
- Des actions de sensibilisation et un soutien plus vaste concernant l'amélioration de la sécurité du logement et de la sécurité d'occupation des terres;
- Des interventions axées sur le marché visant à améliorer l'accès à des matériaux de construction de qualité;
- La facilitation de processus de planification participative à l'échelle communautaire, et
- La remise en état ou la construction d'infrastructures communautaires.

Les études de cas fournissent des exemples pratiques de la façon dont l'aide en matière d'abris et d'établissements doit s'intégrer dans le contexte de la population et du lieu concernés. Un large éventail de facteurs contextuels doit être pris en compte, tels que les ressources, besoins, capacités, vulnérabilités, intentions, priorités et obstacles auxquels se heurtent les populations touchées par une crise.



B. L'AIDE EN MATIÈRE D'ABRIS ET D'ÉTABLISSEMENTS S'INTÈGRE DANS UN PROCESSUS PLUS LARGE ET A DES INCIDENCES À LONG TERME

L'aide en matière d'abris et d'établissements fait partie d'un processus plus large auquel participent activement les populations touchées par une crise. Les modalités et le lieu de fourniture de l'aide dans une situation d'urgence peuvent avoir des incidences durables sur la capacité des personnes à améliorer leur situation et, en définitive, à se relever.

Les conditions de vie commencent à s'améliorer dès l'instant où les intéressés peuvent avoir accès à la terre, aux matériaux et à d'autres ressources, en particulier à la suite d'une catastrophe, où « le relèvement commence dès le premier jour », c'est-à-dire au lendemain de la catastrophe. De nombreuses études de cas montrent comment l'aide en matière d'abris et d'établissements peut lever des obstacles et faciliter un relèvement progressif.

Dans les contextes de conflit et de déplacement prolongé, les ménages touchés par la crise sont souvent dans une situation de grande instabilité pendant de nombreuses années. Beaucoup d'études de cas montrent comment concevoir des programmes d'abris et d'établissements de manière à soutenir les populations pendant la durée de leur déplacement. Elles montrent également comment contribuer à mettre fin à ce déplacement, par exemple en aidant les intéressés à regagner leur foyer et leur communauté d'origine et à reconstruire leur vie. Tel est le cas, en particulier, lorsque les personnes peuvent accéder à la terre.

La façon dont l'aide est fournie a, elle aussi, des incidences sur les communautés d'accueil. De nombreuses études de cas montrent comment concevoir des projets de manière à réduire les tensions sociales et à bénéficier aux communautés.

Amélioration de l'accès à des logements locatifs abordables en Jordanie

La Jordanie souffrait déjà d'une pénurie de logements abordables dès avant la crise syrienne, qui a éclaté en 2011. Cette pénurie a encore été aggravée par les besoins des réfugiés syriens en matière d'hébergement, ce qui a entraîné une hausse des loyers, accru les tensions sociales et mis les infrastructures urbaines à rude épreuve. Une grande partie des réfugiés vivaient dans des bâtiments abandonnés ou inachevés, ou encore dans des appartements surpeuplés et en mauvais état. Le projet a identifié des unités de logement dont la construction n'était pas achevée et a signé des contrats avec les propriétaires des immeubles, qui ont reçu des subventions destinées à la réparation et à la remise en état des bâtiments selon des normes établies d'un commun accord. Ce faisant, ils s'engageaient à loger gratuitement une famille de réfugiés pendant une durée préétablie. Plutôt que de simplement verser une somme en espèces pour la location des logements, ce qui aurait provoqué une hausse des loyers, le projet a aidé des réfugiés à se loger tout en élargissant l'offre de logements abordables dans le pays. Cette approche a contribué à une solution plus durable. Pour de plus amples informations, voir [Shelter Projects 2013-14 \(A11\) p38](#).



Fermeture des camps et soutien aux populations de retour au Burundi

Au Burundi, quatre camps d'urgence avaient été aménagés à l'intention des personnes déplacées à la suite des inondations et des glissements de terrain en 2015. Deux ans plus tard, elles étaient toujours des milliers à vivre dans ces camps. Les conditions de vie s'étaient rapidement détériorées, et de nombreux occupants ont exprimé le souhait de partir et ont sollicité une aide en vue de trouver une solution plus durable en matière d'abris. Le projet a consisté à fermer les camps et à fournir une aide en matière d'abris, de transport et de réintégration à leurs occupants, permettant ainsi de réinstaller plus de 5 000 personnes. Pour de plus amples informations, voir [Shelter Projects 2017-18 \(A1\) p2](#).



Abris durables à Sri Lanka

Ce projet d'aide à des familles qui retournent dans leur village après avoir été déplacées par le conflit est fondé sur une approche progressive en matière de reconstruction. Il a été mis en œuvre avec les familles pour construire des « logements de base ». Il s'agissait de maisons de petite taille, mais durables, dont le coût de construction n'était pas plus élevé que pour des abris « semi-permanents » moins durables. Ces logements de base ont été conçus pour pouvoir être facilement agrandis et s'adapter à l'évolution des besoins du ménage. De fait, la plupart des familles ont commencé à apporter des améliorations dès que leur logement était habitable. Pour de plus amples informations, voir [Shelter Projects 2009 \(A18\) p36](#).

C. LES POPULATIONS PARTICIPENT ACTIVEMENT À LA RÉPONSE FOURNIE ET À LEUR RELÈVEMENT

Quand une crise éclate, les premiers intervenants et les principaux fournisseurs d'abris sont les membres des communautés touchées. Une aide efficace en matière d'abris et d'établissements permet de renforcer les structures communautaires locales sans faire double emploi avec des actions menées elles-mêmes plus efficacement par les populations touchées par la crise.

À la lecture des « points forts et des points faibles » des études de cas, il apparaît immédiatement que pour répondre au mieux aux besoins des populations, l'aide en matière d'abris et d'établissement doit être « axée sur les personnes ». Cela signifie que les projets couronnés de succès sont ceux qui cherchent à savoir auprès des populations touchées par une crise quels sont leurs intentions, leurs ressources, leurs besoins, leurs capacités, leurs vulnérabilités et leurs priorités. Ils associent également les populations touchées au processus de planification, afin de déterminer la forme que doit prendre l'aide en matière d'abris et d'établissements. De nombreuses études de cas montrent comment cette aide peut adopter une approche constructive en vue d'identifier le soutien nécessaire et la façon dont l'aide apportée peut lever des obstacles empêchant la mise en place de solutions durables.

Fourniture d'une aide en matière d'abris culturellement adaptée au Burkina Faso

Dans le cadre de ce projet, des réfugiés touaregs nomades déplacés du Mali au Burkina Faso ont joué un rôle de premier plan pour déterminer l'aide en matière d'abris et d'établissements qui leur était le mieux adapté. Les tentes traditionnelles touaregs sont faites de supports en bois recouverts de peaux d'animaux tannées et sont conçues pour être facilement démontables. La participation des intéressés à la sélection du type d'aide à fournir en matière d'abris s'est révélée particulièrement importante car ils avaient déjà rejeté d'autres solutions proposées par d'autres organisations. Un modèle d'abri a été construit sur la base des discussions menées avec les groupes communautaires au sujet de la conception. Le projet a été mis en œuvre dans le respect des normes culturelles de la population touareg, selon lesquelles ce sont les femmes qui assument principalement la charge de la construction des tentes, et les abris construits ont été déplacés par les familles selon les traditions nomades, afin de laisser davantage d'espace entre les différents abris et groupes tribaux. Pour de plus amples informations, voir [Shelter Projects 2011-12 \(A2\) p6](#).



Un « Processus populaire » au Myanmar

Ce projet visait à améliorer la sécurité, les abris, les moyens de subsistance et la résilience aux catastrophes dans une zone rurale du Myanmar frappée par le cyclone Nargis en 2008. La population a pris part à un « processus populaire » dans le cadre duquel elle s'est organisée pour identifier et hiérarchiser ses besoins en matière de relèvement. Elle a constitué 32 comités de village pour la reconstruction, qui ont assuré la prise de décisions ainsi que l'ensemble des activités mises en œuvre au niveau local. Ces comités étaient composés à 46 % de femmes, qui occupaient 42 % des postes à responsabilité. Pour de plus amples informations, voir [Shelter Projects 2010 \(A19\) p61](#).



Planification communautaire en Haïti

Implanté dans un quartier informel densément peuplé de Port-au-Prince qui avait été frappé par le séisme en 2010, ce projet a adopté l'approche participative de sensibilisation à la sécurité du logement (PASSA). Ce processus visait à sensibiliser les populations locales aux risques liés aux abris et à renforcer les capacités communautaires en matière d'analyse, d'apprentissage et de décision. Les membres de la communauté se sont accordés collectivement sur un plan de reconstruction et une liste d'activités à mener, telles que la construction d'un canal destiné à améliorer le drainage des eaux et l'installation d'un système d'éclairage public à énergie solaire. En identifiant les problèmes et leurs solutions, la communauté a pu élaborer des plans en vue de son relèvement à long terme. Pour de plus amples informations, voir [Shelter Projects 2011-12 \(A13\) p40](#).

D. L'AIDE EN MATIÈRE D'ABRIS ET D'ÉTABLISSEMENTS DOIT ÊTRE INCLUSIVE

Les populations frappées par des crises ne constituent pas un groupe homogène. Elles présentent différents types de besoins et de priorités et disposent de niveaux de ressources, d'influence et de pouvoir variables. Les crises peuvent avoir pour effet d'exacerber les inégalités et les phénomènes de marginalisation. La capacité des personnes à accéder à une aide adaptée peut dépendre du sexe, de l'âge, du statut marital, de l'état de santé, de l'appartenance ethnique, de la religion, du statut socioéconomique, de l'orientation sexuelle et de la présence ou non d'un handicap.

Les différents groupes au sein de la population touchée ont des besoins différents, utilisent les services et équipements publics de façon différente et sont confrontés à des risques différents. Les projets négligeant la prise en compte de ces différences risquent d'exclure les membres les plus vulnérables de la société ou de les exposer à un risque accru de préjudice.

De nombreuses études de cas insistent sur l'importance de comprendre les structures sociales propres à chaque contexte. Si l'ensemble des segments d'une population, en particulier les groupes les plus marginalisés, ne sont pas consultés, ne reçoivent pas les informations appropriées ou ne sont pas représentés dans les programmes humanitaires et les prises de décision, ils risquent d'être 1) moins aptes à accéder à des services vitaux et 2) davantage susceptibles de subir des impacts négatifs involontaires découlant des activités humanitaires.

Autonomisation des femmes pour qu'elles deviennent les fers de lance des efforts de reconstruction à Sri Lanka

Après le conflit civil qui avait fait rage à Sri Lanka, une grande partie des ménages déplacés étaient dirigés par des femmes, car d'innombrables hommes avaient été tués ou étaient partis en raison de l'effondrement de la cohésion familiale. Ce projet visait à associer et à autonomiser les femmes dans le cadre du processus de reconstruction. Environ 250 comités de reconstruction à base communautaire ont été constitués, composés d'au moins 40 % de femmes. Ces comités ont reçu une formation relative à l'achat en gros de matériaux de construction, à la comptabilité de base, à la sensibilisation aux dangers des mines et à la planification participative de l'amélioration des établissements. Des moyens leur aussi été donnés pour relayer les besoins collectifs des communautés auprès des ministères et organismes gouvernementaux compétents. Ils ont, par exemple, aidé de nombreuses familles à récupérer progressivement leurs terres occupées par l'armée. Un grand nombre de femmes ont bénéficié de formations dans des domaines tels que la maçonnerie ou la menuiserie, les rendant ainsi aptes à effectuer des travaux de construction et à superviser les travailleurs œuvrant à la construction. Une formation aux techniques de la négociation a également été dispensée en vue d'éviter les risques d'extorsion ou d'exploitation de la part des fournisseurs. Pour de plus amples informations, voir [Shelter Projects 2017-18 \(A23\) p112](#).



Inclusion du handicap en Haïti

Ce projet visait à fournir une aide appropriée en matière d'abris à des personnes présentant un handicap et déplacées à la suite du séisme de 2010. Chacun des abris construits ainsi que leurs installations sanitaires ont été adaptés individuellement aux besoins spécifiques des bénéficiaires. Le projet s'est accompagné d'un programme de rééducation pour les personnes présentant un handicap afin d'améliorer leur mobilité et leur permettre d'utiliser et d'accéder plus facilement à leur logement ainsi qu'aux latrines. À l'issue du projet, l'abri-pilote a été transformé en un centre de soins pour personnes handicapées. Pour de plus amples informations, voir [Shelter Projects 2010 \(A10\) p32](#).

Remise en état sur mesure des logements en République arabe syrienne

Ce projet était axé sur la remise en état de logements destinés à accueillir des personnes déplacées en raison du conflit en cours. Plutôt que d'adopter une solution toute faite, il a pris en considération les priorités et besoins spécifiques de chaque ménage, y compris les exigences relatives à l'âge, au sexe et au handicap. Cette approche a pu être mise en œuvre grâce au ciblage des vulnérabilités, à une consultation communautaire, à des interventions sur mesure fondées sur les contributions des bénéficiaires, à des équipes mixtes possédant des compétences techniques et sociales, et à des mécanismes de suivi et de retour d'informations réguliers. Des équipements supplémentaires tels que des toilettes accessibles aux personnes présentant un handicap, des rampes ou des poignées adaptées ont été intégrés dans le plan d'aide afin de répondre aux problèmes spécifiques liés à la mobilité. Pour de plus amples informations, voir [Shelter Projects 2017-18 \(A29\) p145](#).



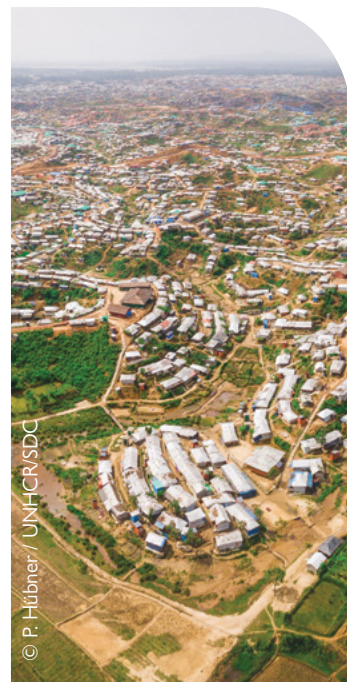
E. IL EXISTE UN ÉQUILIBRE ENTRE L'AMPLEUR, LA COUVERTURE, LA QUALITÉ ET L'IMPACT

Les stratégies efficaces en matière d'abris et d'établissements sont fondées sur une analyse de l'ampleur globale et de la nature des besoins et du soutien nécessaire. Les ressources des interventions humanitaires sont généralement limitées, de sorte que l'aide en matière d'abris et d'établissements doit être mise en œuvre de manière stratégique et équitable. Elle doit tenir compte des incidences non seulement sur les bénéficiaires de l'aide, mais aussi sur les personnes qui n'en bénéficieront pas.

Les diverses études de cas illustrent de quelle façon la conception de projets doit tenir compte des moyens permettant de maximiser les capacités et les forces des populations touchées et celles des acteurs humanitaires. Elles montrent aussi comment des interventions stratégiques – telles que l'amélioration des infrastructures ou un appui technique ciblé – peuvent maximiser les impacts. Lorsque des projets à petite échelle sont entrepris, même s'ils ne profitent qu'à quelques ménages, leur impact peut être accru si des efforts importants sont consentis pour garantir leur transposabilité à plus grande échelle. Pour que les impacts soient les plus significatifs, les plus équitables et les plus cohérents possible, il faut mettre en place une coordination et un partenariat avec les gouvernements locaux et nationaux, les organisations humanitaires et de développement et les groupes de la société civile.

Évaluations des dommages structurels à Gaza

Après le conflit qui avait éclaté à la fin de 2008/au début 2009, l'Autorité palestinienne a lancé un programme de remise en état et de reconstruction des logements. Ce programme a permis à des familles d'introduire des demandes auprès des banques en vue d'obtenir des subventions destinées à la reconstruction des habitations ou à la construction de nouveaux logements sur des terrains leur appartenant légalement. L'organisation associée à ce projet a examiné environ 29 000 demandes de subventions et a procédé à des évaluations des dommages structurels sur 12 000 logements. Les coûts de réparation de chacune des habitations ont été calculés selon une méthode préétablie et transparente. Malheureusement, la seconde phase du projet, qui devait consister à procéder aux réparations, n'a pas pu être mise en œuvre dans le cadre de ce programme en raison d'un embargo imposé par les autorités israéliennes sur les matériaux de construction à destination de Gaza. La première phase du programme montre néanmoins l'efficacité d'une approche de partenariat pour effectuer les évaluations structurelles et examiner les demandes de subventions à grande échelle. Pour de plus amples informations, voir [Shelter Projects 2009 \(A6\) p13](#).



© P. Hübner / UNHCR/SDC

Aménagement de site au Bangladesh

À partir de la fin d'août de 2017, en moins de deux mois, plus de 400 000 réfugiés rohingya s'étaient spontanément installés autour des camps de réfugiés existants de Cox's Bazar (Bangladesh). Un an plus tard, toute cette zone était considérée comme le plus grand camp de réfugiés au monde et abritait 631 000 réfugiés. Ce projet met en relief les incidences à grande échelle et l'importance des activités d'aménagement des sites. L'étude de cas retrace les premières tentatives visant à cartographier et à comprendre les établissements spontanés, à identifier les terrains disponibles, à concevoir les premières zones de réinstallation planifiée et à mettre en place des mesures de préparation à la mousson imminente en vue d'en atténuer les répercussions. L'étude de cas montre que la majorité des établissements se développent de façon spontanée, en fonction de l'environnement physique et de l'emplacement des infrastructures essentielles. De ce fait, les décisions prises pendant les premiers mois d'une situation d'urgence peuvent avoir des répercussions à long terme. Pour de plus amples informations, voir [Shelter Projects 2017-18 \(A14\) p67](#).

Appui à l'autorelevement à grande échelle au Pakistan

Après les graves inondations qui ont touché le Pakistan en 2011, une collaboration a été nouée, dans le cadre de ce projet, avec 27 partenaires d'exécution dans 920 villages en vue de fournir une aide en matière d'abris à grande échelle. Le projet a distribué des dons en espèces aux ménages afin qu'ils puissent construire leurs propres abris. Son objectif était de renforcer la résilience des communautés. Pour ce faire, il a amélioré la qualité des contributions techniques, en intégrant davantage de composantes relatives à la réduction des risques de catastrophe, en assurant un suivi visant à garantir la conformité, et en appuyant la construction d'abris plus sûrs afin de promouvoir l'autorelevement. Le projet a recouru aux transferts de connaissances et d'argent pour permettre aux ménages de prendre des décisions en fonction de leurs besoins et de leurs priorités. Pour de plus amples informations, voir [Shelter Projects 2011-12 \(A22\) p71](#).



© IOM/ORS

F LA SÉCURITÉ D'OCCUPATION SOUS-TEND TOUTE INTERVENTION EN MATIÈRE D'ABRIS

L'occupation est le lien entre les personnes et la terre et détermine qui peut utiliser quelles ressources, pendant combien de temps et à quelles conditions. La sécurité d'occupation découle de la certitude que les droits détenus par les personnes sur leur domicile ou un terrain seront respectés. Elle contribue de manière déterminante au sentiment de sécurité, à la dignité et à la confiance dans le fait qu'elles peuvent (re)construire leurs vies autour de leur foyer, l'améliorer, s'y investir et s'impliquer dans leur environnement.

Des projets bien conçus peuvent renforcer la sécurité d'occupation et ouvrir la voie à un relèvement durable. À l'inverse, des projets mal conçus qui ne tiennent pas compte des questions d'occupation peuvent exposer les personnes à de graves risques en matière de protection, notamment en créant de nouvelles couches de conflit ou en exacerbant les problèmes existants. Ils risquent aussi de porter atteinte aux droits des communautés d'accueil et des titulaires de droits, en créant des conditions propices à l'éclatement de conflits entre les communautés d'accueil et les personnes déplacées.

De nombreuses études de cas montrent comment des acteurs humanitaires sont parvenus, en collaboration avec les communautés locales, à comprendre les dynamiques d'occupation locales, à identifier des sites appropriés, à éviter le chevauchement de revendications concurrentes et à recourir à des arrangements appropriés afin de garantir les droits des parties. Des études de cas soulignent aussi qu'il faut éviter de renforcer les inégalités existantes en veillant à ce que les personnes sans sécurité d'occupation ne soient pas exclues de l'aide en matière d'abris et d'établissements.

Amélioration de la sécurité d'occupation en Turquie

Ce projet est venu en aide aux locataires syriens ainsi qu'aux ménages de la communauté d'accueil dans le sud-est de la Turquie à la faveur de travaux de remise en état et de rénovation ainsi que la signature d'accords écrits avec les propriétaires. Étant donné que beaucoup de réfugiés ne disposaient d'aucun bail de location juridiquement valable ou écrit, ils étaient exposés à un risque d'expulsion forcée ou de hausse soudaine du loyer. L'organisation a évalué la situation foncière dans le cadre du processus de sélection des bénéficiaires. Les autorités locales, des représentants communautaires ainsi que des membres du voisinage ont été consultés afin de vérifier le bien-fondé des revendications de propriété formulées par les bénéficiaires et les propriétaires. Afin d'améliorer la sécurité d'occupation pour les ménages, des contrats de location ont été signés entre les propriétaires, les ménages et l'organisation, engageant les propriétaires à continuer d'héberger les ménages pendant au moins 12 mois après la fin des travaux de remise en état, avec pour condition d'observer un gel des loyers, une mise à disposition sans contrepartie ou une remise de loyer. Pour de plus amples informations, voir [Shelter Projects 2017-18 \(A32\) p158](#).



© Kerim Bal



© Ecuatorian Red Cross



© Betsia Egea



© Sandra Tapia

Surmonter les obstacles à la fourniture de l'aide en Équateur

À la suite du tremblement de terre qui a frappé l'Équateur en 2016, une grande partie de la population ne disposait pas de titres de propriété foncière officiels. En conséquence, on craignait que, parmi les personnes les plus vulnérables de la population touchée, beaucoup ne soient pas en mesure d'accéder à l'aide offerte par le Gouvernement pour les travaux de réparation et de reconstruction. En considération de ces craintes, l'initiative est parvenue à identifier les obstacles potentiels à la fourniture de l'aide. Grâce à ces informations, elle a pu influencer activement les politiques publiques afin de garantir que les populations les plus vulnérables ne soient pas exclues de l'action humanitaire et du processus de reconstruction. Un travail de sensibilisation continu ainsi qu'une approche collaborative avec les autorités ont débouché sur l'élaboration, par le Gouvernement, d'une réglementation qui reconnaît différentes formes d'occupation, en fonction de la pertinence ou du contexte. Pour de plus amples informations, voir [Shelter Projects 2017-18 \(A12\) p54](#).

Règlement des questions foncières en Haïti

Dans le cadre de ce projet, mis en œuvre après le séisme de 2010, un soutien en matière d'abris a été fourni quel que soit le statut d'occupation des terres. Des abris devaient être construits sur les terres où vivaient les bénéficiaires avant le séisme, favorisant ainsi le retour des personnes déplacées sur leur lieu d'origine. Toutefois, le projet a fait face à de nombreuses difficultés, car la propriété des terres était difficile à vérifier et les contrats de location avec les propriétaires avaient été conclus verbalement dans la plupart des cas. Pour surmonter ces difficultés, diverses approches ont été adoptées en vue d'élaborer des accords signés sur la propriété des terres et la situation locative. Toutes ces approches ont été mises en œuvre en collaboration avec les autorités locales et ont bénéficié d'une forte mobilisation communautaire. Si des familles se retrouvaient sans terre, les réseaux communautaires étaient encouragés à les aider à trouver un terrain. Des négociations ont également été menées avec les autorités locales afin de trouver une solution pour les bénéficiaires installés dans des habitats spontanés. Pour de plus amples informations, voir [Shelter Projects 2010 \(A8\) p26](#).

G. ABRIS ET ÉTABLISSEMENTS SONT INDISSOCIABLES

L'aide en matière d'abris doit toujours être envisagée compte tenu des établissements et des personnes qui y vivent. En prenant en compte les établissements dans leur ensemble, les projets peuvent s'appuyer sur les réseaux sociaux et de soutien des communautés touchées par la crise, ainsi que sur les liens d'occupation y existant. Une réflexion axée sur les établissements permet également de garantir l'accès aux infrastructures et services (tels que les écoles et les établissements de santé), aux marchés et à des moyens de subsistance.

Dans les contextes de déplacement, si la situation le permet, ce dernier doit être réduit au minimum, tant sous l'angle de la distance par rapport aux foyers d'origine qu'en ce qui concerne la durée pendant laquelle les personnes sont contraintes d'être éloignées de leur foyer. L'installation de camps est toujours une solution de dernier recours. Lorsque la création de camps se révèle être la seule solution possible, les études de cas montrent que les questions relatives aux abris doivent être envisagées dans le cadre de l'aménagement des établissements. Par ailleurs, les projets les plus efficaces sont ceux qui ont pris en compte les relations entre les camps et les établissements humains environnants. Ils ont, par exemple, pris en compte l'accès aux services, aux moyens de subsistance et aux infrastructures ainsi que les relations avec les communautés d'accueil.

Programmation holistique dans des communautés urbaines au Liban

Dans ce projet au Liban, l'organisation a adopté une approche participative holistique pour soutenir les réfugiés et les communautés d'accueil dans des zones urbaines denses. Au niveau des ménages, la remise en état et la modernisation des abris ont été assurées, ainsi que l'amélioration des installations d'eau et d'assainissement. Des campagnes de promotion de l'hygiène et du droit au logement, à la terre et à la propriété ont également été menées. Au niveau communautaire, le projet a servi de catalyseur au changement, et des projets à l'échelle de la communauté ont été mis en œuvre pour améliorer la fourniture de services tels que la gestion de l'eau et des déchets solides. Le projet a également permis d'identifier les possibilités de mobilisation pour améliorer les réponses à l'avenir. Par exemple, le comité de l'un des quartiers a pu résoudre un problème vieux de dix ans, lié à la gestion des déchets solides. Pour de plus amples informations, voir [Shelter Projects 2015-16 \(A31\) p130](#).



Renforcement de la résilience communautaire aux Philippines

Après le typhon Haiyan (Yolanda) en 2013, ce programme a adopté une approche intégrée, prenant les abris comme point d'entrée pour une programmation par zone. Il s'est ensuite étendu à un programme plus large de renforcement de la résilience communautaire. Il a soutenu des communautés autochtones éloignées et, en plus de l'aide en matière d'abris, a appuyé 41 projets gérés par les communautés. Ces projets portaient sur les infrastructures, les moyens de subsistance, l'eau et l'assainissement et des initiatives de réduction des risques de catastrophe. Le programme reposait sur un principe clé consistant à maximiser l'agentivité des communautés, ces dernières gérant leurs propres fonds, la planification et la mise en œuvre des activités. Le programme a débouché sur une variété de projets d'infrastructures collectives et d'installations communales, dirigés par les communautés elles-mêmes. Pour de plus amples informations, voir [Shelter Projects 2015-16 \(A13\) p53](#).

Aménagement de sites pour réduire le risque d'incendie en Somalie

Ce projet visait à répondre aux besoins en matière d'abris de personnes déplacées vivant dans des installations temporaires urbaines à Galkayo et Bosasso, en Somalie. Le climat exceptionnellement chaud et sec, conjugué à la surpopulation, aux mauvaises conditions sanitaires et aux tensions sociales entre les communautés d'accueil et les communautés déplacées, a fait que de grands groupes d'abris étaient fréquemment détruits par des incendies. Pour réduire le risque d'incendie, des pare-feu ont été réalisés en créant plus d'espace entre les abris. En outre, les sites ont été nettoyés, les abris les plus inflammables ont été retirés et remplacés par des tentes plus résistantes au feu, des zones de cuisson sûres ont été créées et des poêles ont été distribués. Un soutien supplémentaire a été apporté en matière d'assainissement, de promotion de l'hygiène et de construction de latrines. Pour de plus amples informations, voir [Shelter Projects 2009 \(A15\) p29](#).



H. L'AIDE EN MATIÈRE D'ABRIS ET D'ÉTABLISSEMENTS DOIT S'ARTICULER AVEC D'AUTRES SECTEURS ET PRIORITÉS

La vie des personnes ne correspond pas exactement aux divisions sectorielles des organisations humanitaires, des groupes sectoriels ou des ministères d'exécution. Les Shelter Projects qui ignorent d'autres domaines d'assistance risquent de créer des lacunes et de passer à côté d'occasions qu'un soutien plus intégré aurait permis de susciter.

L'aide en matière d'abris et d'établissements peut avoir des effets positifs beaucoup plus larges que la simple garantie d'un toit. Par exemple, les abris sont clairement liés à la sûreté et à la sécurité, à la réduction des risques de catastrophe et à la santé physique et mentale. De nombreuses études de cas soulignent, dans la section traitant des faiblesses, que la collaboration avec d'autres secteurs avait été insuffisante – par exemple lorsque des abris ont été construits sans eau ni installations sanitaires, entraînant des problèmes. À l'inverse, il existe de nombreux exemples de bonnes pratiques.

De nombreuses études de cas montrent également comment des approches d'aide en matière d'abris et d'établissements – consistant souvent en importants travaux de construction – peuvent créer des moyens de subsistance et dynamiser les marchés locaux. Cela peut se faire, par exemple, en soutenant les achats locaux, en formant les ouvriers du bâtiment à des pratiques de construction plus sûres, et en améliorant la qualité des matériaux de construction produits par les fabricants locaux.

Sensibilisation et éducation en matière de protection en République arabe syrienne

Liant aide et relèvement, ce projet a soutenu des personnes déplacées et des communautés d'accueil à Alep et Idlib. Il a permis de réparer les parties endommagées de leurs maisons et de distribuer des kits de réparation d'abris, des chauffages, des kits pour l'hiver et des ustensiles de cuisine. Tout au long de ce projet, la protection physique et psychologique a été considérée comme une priorité; la sensibilisation et l'éducation en matière de protection ont été intégrées aux autres activités. Le projet a créé des zones de sécurité au sein des communautés chaque fois que cela était possible (maisons, écoles, sites souterrains). Il a également permis d'améliorer l'intimité au sein des foyers en créant des cloisons internes. L'organisation a, par ailleurs, dispensé une série de sessions visant à renforcer la protection émotionnelle et psychologique. Ces sessions portaient sur 1) les droits de l'homme, 2) la lutte contre la violence et la prévention de la violence domestique et sexiste, 3) les sources d'énergie, et 4) l'hygiène et la promotion de la santé et l'importance du maintien de relations interpersonnelles saines. Pour de plus amples informations, voir [Shelter Projects 2015-16 \(A30\)](#) p126.



Soutien aux économies locales par des foires aux bons d'achat en RDC

Depuis 2008, la manière dont la distribution humanitaire d'articles ménagers se déroule en République démocratique du Congo (RDC) a connu une transformation spectaculaire. Les distributions revêtent de plus en plus la forme de bons pouvant être échangés lors de « foires aux bons d'achat ». Auparavant, elles étaient exclusivement en nature et concernaient des articles ménagers, personnels et hygiéniques. Cette nouvelle approche permet aux familles de choisir les articles en fonction de leurs propres priorités, tout en soutenant les économies locales. En 2013, plus de 50 % de tous les bénéficiaires d'articles non alimentaires en RDC ont reçu une aide sous cette forme, et un total de 790 000 familles – soit près de 4 millions de personnes – ont acheté des biens lors de foires aux bons d'achat. Pour de plus amples informations, voir [Shelter Projects 2015-16 \(A17\)](#) p70.

Soutien aux moyens de subsistance des populations de retour au Nigeria

Ce projet a aidé des personnes déplacées à revenir dans leur région d'origine, dans le nord-est du Nigeria. En adoptant une approche globale du relèvement, il a également permis aux bénéficiaires de se réinstaller après leur retour. Le projet était lié à plusieurs activités de subsistance dans les mêmes lieux. Il s'agissait notamment d'offrir des possibilités de travail rémunéré à court terme pour remettre en état les infrastructures communautaires (écoles, marchés, routes, etc.). Les mêmes communautés ont reçu une formation professionnelle sur les métiers les plus demandés, complétée par une subvention de démarrage d'entreprise. Le projet a également fourni des kits de renforcement des capacités et des kits paravétérinaires à un groupe local et a distribué des aliments pour animaux aux propriétaires de bétail dans les mêmes communautés. Pour de plus amples informations, voir [Shelter Projects 2017-18 \(A4\)](#) p17.



LES DOMMAGES ENVIRONNEMENTAUX LOCAUX SONT DURABLES

L'environnement naturel peut être gravement dégradé par les crises humanitaires et par la réponse humanitaire qui s'ensuit, notamment l'aide en matière d'abris et d'établissements. Les dégradations environnementales peuvent avoir des effets graves et durables, tant sur les populations déplacées que sur les communautés d'accueil. La dégradation de l'environnement local peut avoir un impact sur les moyens de subsistance, compromettre l'accès aux ressources naturelles dont dépendent les populations, augmenter la probabilité de risques tels que les inondations et les glissements de terrain, et avoir des répercussions plus larges sur la biodiversité. Les dommages environnementaux peuvent également mettre à mal les relations entre les communautés d'accueil et les communautés déplacées.

Des études de cas montrent que les projets de qualité évaluent et surveillent les impacts environnementaux potentiels qui résulteraient de l'aide (ou de l'absence d'aide). Les exemples de domaines dans lesquels les projets ont pris en compte les impacts environnementaux locaux comprennent : l'approvisionnement en matériaux et autres ressources (comme l'eau) pour la construction, les incidences du défrichage à grande échelle de la végétation pour créer des sites pour les abris, l'approvisionnement en combustible pour la cuisine et le chauffage, les risques de pollution et l'augmentation de la pression sur les ressources pouvant résulter de l'augmentation de la population dans une région. Si la plupart des études de cas répondent à des objectifs essentiellement humanitaires, nombre d'entre elles ont révélé que l'aide en matière d'abris et d'établissements peut également promouvoir des interventions environnementales positives.

Réduction de l'impact environnemental de la construction d'abris en Tanzanie

Ce projet a fourni des abris durables dans trois camps situés dans l'ouest de la Tanzanie pour des réfugiés fuyant la violence au Burundi. Trois modèles ont été construits avec les communautés de réfugiés. Ils ont été testés en fonction de quatre critères, dont l'impact environnemental (prise en compte des matériaux utilisés provenant de ressources naturelles, distance de transport, impact sur la communauté d'accueil, l'eau, la forêt et les autres ressources environnementales). Les communautés ont choisi le modèle d'abri en briques d'adobe, qui a été jugé le moins dommageable pour l'environnement et le plus acceptable culturellement. Le projet a ensuite engagé les communautés de réfugiés dans la production desdites briques. Pour des raisons environnementales, il a été fait en sorte que les zones d'extraction du sol de chaque communauté soient restaurées. Dans le cadre d'un projet parallèle, des bananiers ont été plantés dans les puits à des fins de restauration. La conception de l'abri a été approuvée et encouragée par le Gouvernement, car elle répondait aux normes d'impact environnemental minimal requises, tout en offrant une solution durable. Pour de plus amples informations, voir [Shelter Projects 2015-16 \(A27\) p110](#).



© Tom Corcoran



© Tom Corcoran



© Piska Tupaz

Poêles économes en combustibles au Soudan du Sud

Dans un site de protection des civils pour les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, ce projet a contribué à la construction de poêles économes en combustibles en se fondant sur un modèle développé par la communauté. Des modèles de poêles ont été testés en matière d'isolation, de consommation de bois de chauffage, de réduction de la fumée, de production locale et de disponibilité des matériaux. L'utilisation de ces poêles a permis de réduire la consommation de bois de chauffage, entraînant ainsi une réduction de la pression sur le milieu environnant et de la fréquence des longs trajets pour chercher du bois de chauffage, exposant régulièrement les femmes et les fillettes à des risques d'agression. L'utilisation de poêles économes a également amélioré la santé des utilisateurs en réduisant la pollution par la fumée. Pour de plus amples informations, voir [Shelter Projects 2017-18 \(A7\) p30](#).

Récupération de matériaux pour réduire l'impact environnemental à Sri Lanka

Ce projet a aidé des personnes touchées par les inondations et les glissements de terrain en leur fournissant des abris de première nécessité. Il a associé un réseau d'organisations communautaires et de familles touchées, qui ont été sollicitées pour réparer les abris, construire des abris transitoires pour ceux ne pouvant rentrer, distribuer des articles ménagers et améliorer les installations d'évacuation. Les matériaux récupérés ont été utilisés pour abaisser les coûts en réduisant l'achat de nouveaux matériaux, et pour limiter l'impact environnemental de la catastrophe en recyclant les débris. Les ménages touchés ont récupéré les tuiles et les poutres des toits, ainsi que les portes et les fenêtres endommagées par la catastrophe, les ont stockées sur place et les ont réutilisées tant pour les réparations que pour les nouvelles constructions. Les débris disponibles sur place (tels que les briques et les gravats de béton) ont été triés, nettoyés et réutilisés comme agrégats pour les fondations et le bétonnage des sols. Pour de plus amples informations, voir [Shelter Projects 2017-18 \(A24\) p117](#).



© Charmalee Jayasinghe

J. LES SOLUTIONS TECHNIQUES APPROPRIÉES SUR LE PLAN LOCAL SONT LES PLUS EFFICACES

Chaque communauté construit des maisons à sa manière, en associant traditions anciennes et nouvelles méthodes. Les typologies locales de logement sont spécifiques à chaque contexte. Elles peuvent constituer une synthèse des approches de conception et de construction traditionnelles et vernaculaires, utilisées depuis des générations, et d'approches ou de matériaux de construction plus novateurs, pouvant être devenus courants plus récemment. De nombreuses études de cas montrent que l'aide en matière d'abris doit s'inspirer et soutenir l'utilisation des techniques traditionnelles façonnées par la culture, le climat et l'environnement locaux.

De nombreuses études de cas révèlent également que si les techniques de construction locales doivent être améliorées, il est préférable d'adapter et de renforcer les méthodes locales plutôt que d'introduire de nouvelles approches de construction. Par exemple, pour mieux résister aux tremblements de terre, aux tempêtes ou aux inondations, il peut être nécessaire d'améliorer les contreventements et les jointures. Utiliser des techniques de construction locales signifie souvent utiliser des matériaux disponibles localement et soutenir les marchés locaux. Promouvoir et renforcer les techniques de construction locales signifie que les personnes concernées seront mieux à même de se relever, mais aussi d'entretenir, de réparer et d'agrandir leurs habitations à l'avenir.

Abris transitoires en bambou en Indonésie

En réponse au tremblement de terre de Jogjakarta, ce projet visait à donner aux membres de la communauté les moyens de reconstruire leur vie, en commençant par la construction d'un abri temporaire. La conception d'un abri adapté aux conditions locales a été élaborée à partir de matériaux et de techniques de construction traditionnels. Elle a été retenue compte tenu de la disponibilité locale des matériaux, des besoins de la communauté et des capacités de l'organisation humanitaire. De l'argent a été distribué pour aider les familles touchées à construire leurs abris, et la construction a été facilitée par des centaines de bénévoles. De nombreux supports pédagogiques et promotionnels ont été réalisés, notamment de brefs manuels de formation, des disques compacts vidéo, des affiches et des publicités radio. Le projet a pu s'appuyer sur la culture d'entraide javanaise du « gotong royong » (entraide communautaire traditionnelle) et a su utiliser des matériaux qui ont permis de maintenir les fonds dans l'économie locale. Pour de plus amples informations, voir *Shelter Projects 2008 (B6) p45*.



Mise à niveau sismique au Tadjikistan

Ce projet a permis de reconstruire des communautés touchées par les tremblements de terre dans le district de Kumsangir. Il visait également à préparer des communautés rurales éloignées à faire face à d'autres tremblements de terre et coulées de boue. Il a utilisé des technologies de construction alternatives et abordables et a accordé des prêts pour aider les familles à reconstruire ou à rénover leurs maisons. Un maillage de branches de mûriers a été utilisé pour rénover les maisons rurales existantes afin de les rendre plus résistantes aux séismes. Il s'agissait d'une nouvelle technique dans la région, qui visait à empêcher l'effondrement des bâtiments et à réduire le risque que de petites secousses n'endommagent les maisons. La technique de renforcement et de construction de basse technologie était simple et 30 % moins chère que les techniques de renforcement usuelles. Pour de plus amples informations, voir *Shelter Projects 2010 (A29) p92*.



Construction de Tukuls en Éthiopie

Ce projet a soutenu la construction d'abris transitoires dans un camp de réfugiés sud-soudanais dans la région de Gambela en Éthiopie. Les abris ont été construits au moyen de techniques traditionnelles, de matériaux disponibles localement et grâce à un fort engagement des bénéficiaires. La conception retenue consistait en un tukul (maison traditionnelle) en terre avec une structure en bois d'eucalyptus terminée par une natte de bambou ou de chaume pour l'enduit en terre. La forme, ainsi que l'épaisse couche de boue, ont protégé la structure des conditions climatiques et ont permis de maintenir la fraîcheur à l'intérieur de l'abri. Pour de plus amples informations, voir *Shelter Projects 2015-16 (A26) p106*.

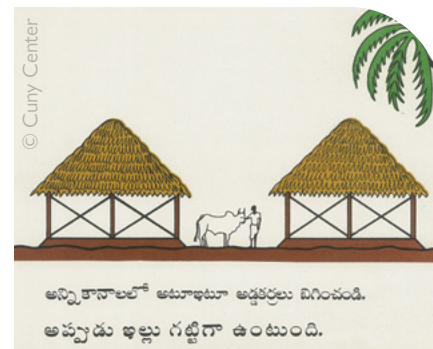
K. LES BONS PROJETS RÉDUISENT LES INCIDENCES DES CHOCS FUTURS

L'aide en matière d'abris et d'établissements peut permettre aux personnes concernées de renforcer leur résilience aux chocs futurs. De nombreuses études de cas montrent comment l'aide à la construction d'abris et d'établissements, même lorsqu'elle est menée dans l'urgence et pour sauver des vies, peut accroître la résilience physique aux risques naturels. Par exemple, elle peut réduire la vulnérabilité des personnes touchées par une crise face à des risques tels que les incendies, les inondations, les tremblements de terre et les tempêtes, grâce à la cartographie des risques, à l'amélioration d'infrastructures telles que les canaux de drainage, à la garantie que les habitations se situent sur des sites moins vulnérables et à la promotion de pratiques de construction plus sûres.

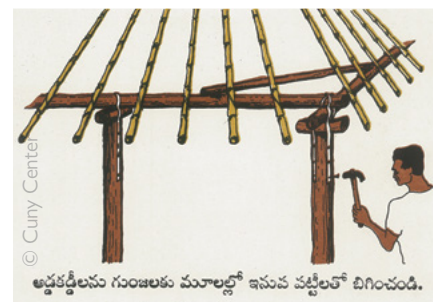
De nombreuses études de cas révèlent également la façon dont l'aide en matière d'abris et d'établissements peut contribuer à accroître la résilience des personnes touchées par la crise aux chocs futurs, en améliorant la résilience communautaire, la cohésion sociale et la sécurité d'occupation. Cela peut se concrétiser par un renforcement de la société civile et des groupes communautaires, un soutien aux moyens de subsistance et à la reprise économique, un plus grand sentiment de stabilité et de sécurité, une réduction des tensions sociales et une meilleure intégration des personnes déplacées dans les communautés d'accueil.

Adaptation aux inondations récurrentes en Colombie

En Colombie, ce projet a soutenu une communauté confrontée à des périodes d'inondations saisonnières de plus en plus longues. Jusqu'à récemment, les inondations saisonnières duraient environ un mois, isolant les ménages et interrompant les écoles et les moyens de subsistance. Les inondations de 2010 ont duré six mois. Ce projet, qui visait à accroître la résilience sans recourir à la réinstallation, a été mis en œuvre en mettant l'accent sur la participation. Pendant un an, la communauté a construit un village qui sert de modèle pour d'autres endroits. Des maisons ont été reconstruites selon un nouveau modèle, surélevées de 2,5 m au-dessus du sol et reliées par des trottoirs surélevés. Une école, un jardin collectif surélevé, un centre communautaire et une aire de jeux pour enfants surélevés ont également été construits. Des activités de préparation aux catastrophes ainsi que des formations aux premiers secours, à la promotion de l'hygiène et à la construction sécurisée ont également été organisées. Au niveau régional et national, ce projet constitue désormais un exemple de ce qui peut être fait pour aider les communautés situées le long de cours d'eau à atténuer les effets des inondations récurrentes. Pour de plus amples informations, voir [Shelter Projects 2011-12 \(A3\) p9](#).



© Cuny Center
అన్నికానాలలో అమాఅమా అద్దపర్లు విగించండి.
అప్పుడు అల్లు గట్టిగా ఉంటుంది.



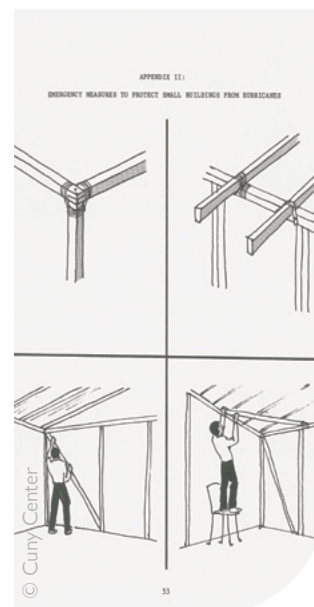
© Cuny Center
అద్దపర్లును గుంజులకు మూలల్లో ఇనుప పట్టీలతో బిగించండి.

Reconstruire des maisons plus sûres en Inde

À la suite d'un cyclone qui avait frappé l'Andhra Pradesh en 1977, ce projet a soutenu la reconstruction en promouvant des techniques plus sûres. Des matériaux destinés à renforcer la résistance aux cyclones ont été distribués, et un centre spécial a été créé pour assurer une formation et donner des informations techniques. L'Appropriate Reconstruction Training and Information Centre a été créé pour donner des conseils et effectuer des évaluations concernant les différents programmes d'abris en cours. Il a fourni des informations techniques à l'occasion de visites sur le terrain, des formations aux charpentiers locaux et a élaboré des brochures et affiches. Dans un cas, une courte pièce de théâtre a été produite pour faire passer des messages importants sur la construction. Pour de plus amples informations, voir [Shelter Projects 2008 \(D6\) p97](#).

Projets communautaires pour soutenir le relèvement et la résilience dans les Tonga

En 1982, le cyclone Isaac a été déclaré par les autorités tonganes comme la pire catastrophe de l'histoire du pays. Cette initiative a soutenu des « projets à impact rapide » axés sur les villages, qui ont été identifiés et mis en œuvre par les villages bénéficiaires. Les propositions concernaient souvent des installations collectives dans le village, ou des groupes de structures favorisant le relèvement de la communauté dans son ensemble. Il s'agissait notamment de restaurer les clôtures des villages, des douches, des cuisines et des latrines, ainsi que des jardins potagers communautaires. D'autres projets, qui n'étaient pas directement liés aux abris, comprenaient la restauration de poulaillers, de réservoirs d'eau et d'une éolienne. Une stratégie parallèle d'atténuation des effets des catastrophes a offert les outils techniques nécessaires pour que les projets intègrent la sensibilisation aux techniques de reconstruction plus sûres. Pour de plus amples informations, voir [Shelter Projects 2008 \(D8\) p102](#).



LES PROJETS QUI SONT EFFICACES SONT COORDONNÉS ET PLANIFIÉS

Les projets correctement planifiés et faisant l'objet d'un suivi rigoureux sont souvent en mesure de respecter les délais et les budgets, malgré les difficultés liées aux conditions de travail dans le contexte instable et évolutif d'une situation d'urgence humanitaire. Les réponses en matière d'abris et d'établissements prennent du temps, si bien que la planification et la mise en œuvre doivent débiter le plus tôt possible. Les projets qui ne sont pas conçus pour tenir compte des besoins des personnes touchées et de l'évolution du contexte atteignent rarement les objectifs fixés et sont souvent retardés. Les études de cas montrent qu'il est essentiel d'envisager divers scénarios et de prévoir toutes les éventualités.

Comme l'illustrent de nombreuses études de cas, les projets couronnés de succès coordonnent et établissent des partenariats entre le gouvernement local et national, les personnes touchées, les organisations de soutien, les groupes de la société civile et d'autres partenaires tout au long du cycle du projet. Cette coordination est essentielle si l'on veut éviter les doublons, combler les lacunes et maximiser les retombées, tout en servant effectivement les personnes visées. La coordination sauve des vies.

Une approche trisectorielle de la coordination en Somalie

Mogadiscio accueille des personnes déplacées par le conflit depuis 1991. Cependant, avec l'aggravation de la sécheresse à la fin de 2010 et l'arrivée de la famine au début de 2011, de plus en plus de Somaliens ont été contraints de quitter les zones rurales pour gagner la capitale en quête d'aide et de sécurité. À leur arrivée, les personnes déplacées se sont installées sur des terres inoccupées, ce qui signifie qu'il n'y a pas eu d'aménagement des sites. Les services tels que l'eau et l'assainissement, ainsi que l'accès à la centaine d'établissements existants, étaient sporadiques. Une approche trisectorielle a été mise en place pour relier les services en matière d'abris, de santé, et d'eau et d'assainissement. Pour cela, il a fallu coordonner un groupe de 14 organisations mettant en œuvre 16 projets. L'objectif était de réduire les risques pour les personnes déplacées en améliorant l'aménagement des installations et la fourniture de services intégrés provenant de plusieurs secteurs. Des réunions régulières de coordination ont permis de parvenir à une vision commune des buts et objectifs de toutes les organisations pertinentes. Grâce à l'intégration des services, la fourniture des abris, de l'eau, des installations sanitaires et des services de santé de base a été plus efficace. Pour de plus amples informations, voir [Shelter Projects 2011-12 \(A28\) p89](#).



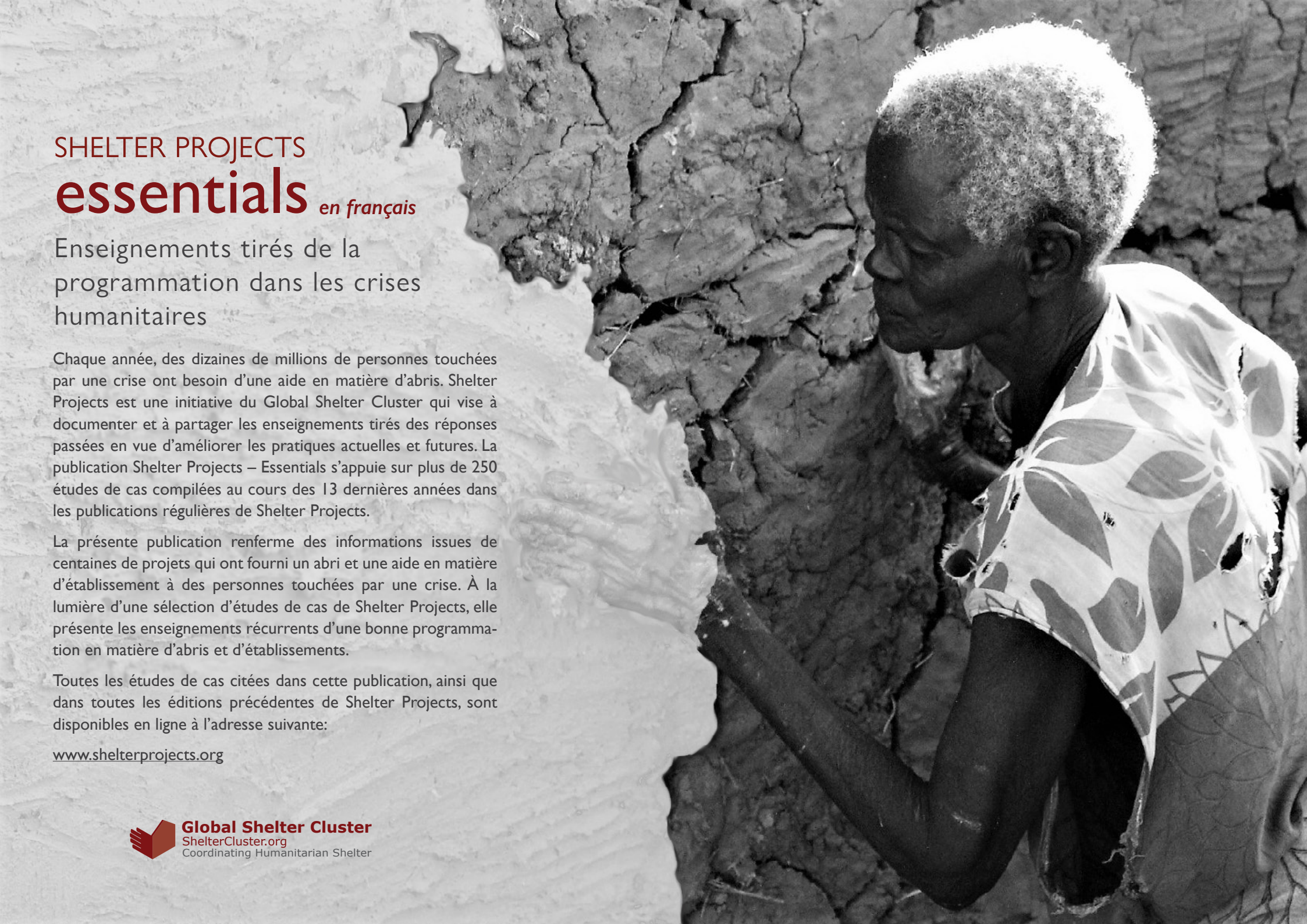
Une réponse rapide à grande échelle en Irak

Pour répondre aux déplacements massifs causés par les opérations militaires à Mossoul, ce projet a établi deux sites d'urgence à la demande du Gouvernement, en concertation avec le groupe sectoriel de la coordination et de la gestion des camps (CCCM) et le Global Shelter Cluster. En collaboration avec des organisations partenaires, l'organisation a adopté une approche d'intervention rapide qui a permis de sélectionner et d'aménager des sites en l'espace d'un mois. Deux mois plus tard, ceux-ci disposaient d'une capacité initiale de 1200 ménages. Ils ont été agrandis progressivement, avec des améliorations de l'infrastructure telles que l'approvisionnement en eau, l'électricité et les installations de service. En moins de six mois, la capacité d'accueil est finalement passée à 17500 ménages. Pour de plus amples informations, voir [Shelter Projects 2017-18 \(A26\) p128](#).

Plateforme de reconstruction et de rénovation de logements au Népal

Après le tremblement de terre survenu en avril 2015 au Népal et ses répliques, les efforts de reconstruction nécessitaient d'être coordonnés. Depuis 2015, la plateforme de coordination de ces efforts a évolué, sous la direction d'une série d'acteurs de la reconstruction. La Plateforme de reconstruction et de rénovation de logements (HRRP) a été créée en décembre 2015 pour faciliter la coordination, par le Gouvernement, de la rénovation des logements à la suite du tremblement de terre. Cet appui à la coordination a été rendu possible grâce à la transition du Global Shelter Cluster pour le Népal vers la Plateforme de reconstruction et de rénovation de logements après la fermeture des groupes sectoriels. Pour de plus amples informations, voir [Shelter Projects 2017-18 \(A17\) p83](#).





SHELTER PROJECTS **essentials** *en français*

Enseignements tirés de la
programmation dans les crises
humanitaires

Chaque année, des dizaines de millions de personnes touchées par une crise ont besoin d'une aide en matière d'abris. Shelter Projects est une initiative du Global Shelter Cluster qui vise à documenter et à partager les enseignements tirés des réponses passées en vue d'améliorer les pratiques actuelles et futures. La publication Shelter Projects – Essentials s'appuie sur plus de 250 études de cas compilées au cours des 13 dernières années dans les publications régulières de Shelter Projects.

La présente publication renferme des informations issues de centaines de projets qui ont fourni un abri et une aide en matière d'établissement à des personnes touchées par une crise. À la lumière d'une sélection d'études de cas de Shelter Projects, elle présente les enseignements récurrents d'une bonne programmation en matière d'abris et d'établissements.

Toutes les études de cas citées dans cette publication, ainsi que dans toutes les éditions précédentes de Shelter Projects, sont disponibles en ligne à l'adresse suivante:

www.shelterprojects.org